



Número 200

Le journal de la section SUD Inetum de Solidaires Informatique

Août 2022

Le mois-ci

Assemblées Générales :

Les milliards coulent à flos.....	1
Négociation Télétravail : La direction ne cherche pas l'accord.....	2
Salariés d'Inetum : Défendons notre pouvoir d'achat !.....	3
Mobilisation nationale et interprofessionnelle : Tous dans la rue le 29 septembre.....	4
Le monde brûle, brûlons le capitalisme.....	5
Convoi syndical pour l'Ukraine.....	6

Collectivement, nous pouvons imposer à cette direction inique le partage des profits :

**Tous en grève
Le 20 septembre 2022 !**
Voir page 3

Début septembre, nous organiserons une réunion en ligne "spécial grève" ou nous répondrons à toutes vos questions. Vous pouvez, dès à présent, nous poser vos questions sur l'adresse contact@sudgfi.fr

Assemblées Générales : Les milliards coulent à flots

Mercredi 20 juillet se tenaient deux assemblées générales pour la passation entre Mannaï et Bain Capital.

AU REVOIR MANNAÏ !

La première Assemblée Générale des actionnaires s'est tenue le mercredi 20 juillet en présence pour la dernière fois des représentants du groupe Mannaï.

A cette occasion, le PDG, Vincent Rouaix, assisté de son fidèle directeur financier, Cyril Malher, ont déroulé quantité de slides vantant la réussite du groupe tant en France qu'à l'étranger. Avec un résultat net en 2021 de près de 70 millions d'euros dont 60 % proviennent des filiales étrangères, ils avaient de quoi se frotter les mains. Un monologue empli d'autosatisfaction, attribuant exclusivement cette réussite à une stratégie sans faille malgré un contexte difficile qu'ils ont su

traverser avec brio, passant sous silence les effets délétères de leurs politiques financières, commerciales et managériales sur la santé des salariés, la charge de travail qui s'accumule, les missions difficiles, celles éloignées ou aux horaires à rallonge ou minimisant le turn-over qui explose, ses causes et ses conséquences sur les collectifs de travail.

Aucune question n'aura été posée par les actionnaires et administrateurs qui se satisfont largement de quitter, ce matin-là, Inetum, les poches emplies des 500 millions de plus-value issus de cette juteuse opération capitaliste conclue 5 ans après le rachat de Gfi par Mannaï Corporation.

Pas un mot n'aura été adressé en direction des salariés pourtant maîtres d'œuvre et artisans de la réussite de l'entreprise, seul responsable de la richesse créée et

qui auront en quelques années permis à Inetum de traverser des crises d'ampleurs comme la crise sanitaire, la crise du ransomware et le déploiement chaotique de SAP.

Malgré cela, pas un mot de remerciement ne leur a été adressé, aucune mesure liée à un partage des richesses créées juste et équitable n'a été un seul instant envisagé par le conseil d'administration et l'assemblée générale.

Au contraire, le PDG, Vincent Rouaix, a bénéficié pour cet exercice d'une prime de 1,2 million d'euros.

Dans ce monde des actionnaires encravatés ce qui choque, c'est uniquement lorsque les représentants du personnel à cette assemblée générale prennent la parole pour dénoncer cette injustice et rappeler la colère des salariés qui ne manquera pas de s'exprimer dans les mois à venir.

La deuxième Assemblée Générale a officialisé la prise de contrôle d'INETUM par Bain Capital. Une réunion expédiée en 30 mn qui a élu un conseil d'administration très restreint composé uniquement de M Rouaix, reconduit par la même occasion comme PDG, Cyril Malher, directeur financier et deux représentants de Bain Capital.

Nous aurons toutefois eu l'occasion de poser une question en ces termes :

"Aujourd'hui, les assemblées générales se succèdent, les milliards changent de mains, les plans d'actions gratuites se mettent en place au bénéfice du top management et les salariés eux attendent. Ils attendent leur part

des richesses produites, des mesures pour préserver leur comment comptez-vous y répondre avec humanité ?"

pouvoir d'achat.

Interrogée sur ce point par les représentants du personnel, la direction a répondu le 8 juillet dernier préférer augmenter ses marges que les salaires.

Cette réponse est-elle celle d'un seul homme, le PDG, ou celle de l'actionnaire Bain Capital qui doit être comprise comme le commencement de 5 années difficiles pour les salariés ?

Comprenez-vous la colère des salariés qui après avoir permis à Inetum de surmonter la crise sanitaire, la crise du ransomware ou encore le déploiement chaotique de SAP voient leur pouvoir d'achat se réduire chaque jour ? Et

C'est le PDG qui y a répondu expliquant une nouvelle fois que les augmentations ne se feraient qu'individuellement pour retenir les salariés « clé » et avec une enveloppe limitée pour ne pas impacter les marges du groupe, excluant toutes mesures collectives.

Interrogé sur le fossé et l'incompréhension de ces réponses qui se créent lorsque dans le même temps le PDG perçoit des millions de primes et autant d'actions gratuite, Vincent Rouaix nous a répondu que c'était lui qui prenait des risques et que cela justifiait sa rémunération.

ECCEURANT ET COMPLÈTEMENT HORS-SOL !

Négociation Télétravail : La direction ne cherche pas l'accord !

Le 22 juillet dernier s'est tenue une nouvelle réunion de négociation pour les modalités de télétravail.

La direction propose d'appliquer les dispositions de l'accord télétravail sans même qu'un avenant n'ait été conclu entre le salarié et l'entreprise.

La direction ne veut pas bouger les indemnités de l'accord en cours. Elles étaient déjà indécemment faibles. Même l'URSSAF permet un remboursement, sans payer de cotisations, plus de deux fois supérieur à ce qui se pratique chez nous.

La direction précise qu'en cas de réversibilité (arrêt du télétravail) à l'initiative du manager, celui-ci devra motiver sa décision. Il pourra ainsi annuler le télétravail arbitrairement au simple motif d'un impératif d'organisation.

La direction veut responsabiliser les salariés en leur imposant de garantir l'intégrité et la sécurité des données de l'entreprise lorsque l'on télétravaille.

Télétravailler dans l'espace Schengen, c'est terminé. La direction limite cette possibilité à la France métropolitaine uniquement.

Besoin d'équipement ? La direction propose la ridicule prise en charge de 50% avec un plafond de 100 euros. Ce plafond peut être remis en cause en cas de fourniture de matériels par l'entreprise.

Nous sommes aux antipodes des revendications portées par Solidaires présentées dans le tract de juillet 2022.

EN L'ÉTAT, IL N'EST PAS IMAGINABLE DE SIGNER UN TEL ACCORD !!!!

29 juillet 2022

Salariés d'INETUM

Défendons notre pouvoir d'achat !

TOUT AUGMENTE SAUF LES SALAIRES

Pour faire face à l'inflation qui pourrait dépasser 10% en fin d'année et qui perdurera en 2023, les Organisations Syndicales ont réclamé à la Direction, dès le mois de mai, des mesures collectives d'application immédiate permettant de préserver le pouvoir d'achat des salariés.

Le 8 juillet, la Direction a répondu :

« Inetum veut augmenter ses marges, pas les salaires »

En effet, selon la Direction, 43 % des salariés (soit plus de 4000 salariés) n'ont pas été augmentés en 2022 : c'est inacceptable !

Quant aux 57 % de salariés augmentés pour une enveloppe de 2,96% de la masse salariale 2021, c'est comme en 2018 et 2019 où l'inflation était très faible : on est donc très loin du compte !

En revanche, Direction et actionnaires ne se sont pas oubliés

- 1,2 M€ de prime variable accordés en 2022 au PDG qui s'ajoutent à 1M€ d'honoraires fixes annuels.
- 500 M€ de plus-value pour l'actionnaire qatari Mannaï grâce à la revente d'Inetum à l'américain Bain Capital.

**Pour obtenir une augmentation mensuelle de
200€ net et une prime de 1500€ pour tous ...**

TOUS EN GRÈVE
LE 20 SEPTEMBRE 2022 !

Pendant 1 heure, 2 heures, une demi-journée ou toute la journée,
arrêtons le travail et suspendons le télétravail !

Retrouvons-nous ensemble devant nos agences à partir de 11h.

**La grève est un droit pour tous les salariés. Aucun salarié ne peut être sanctionné, ni faire l'objet d'une discrimination pour avoir fait grève. Aucun salarié ne peut être licencié pour avoir fait grève. Il n'existe pas de délai de prévenance de l'employeur.*

Pour se mettre en grève, il suffit d'envoyer un mail à son manager, en rappelant l'appel à la grève de l'intersyndicale Inetum et en précisant sa durée.

Mobilisation nationale et interprofessionnelle : Tous dans la rue le 29 septembre

Solidaires Informatique appelle les travailleurs-euses du secteur de l'informatique, des bureaux d'études et du jeu vidéo à rejoindre le mouvement de **grève** annoncé par l'union Solidaires et la CGT prévu le 29 Septembre.

La politique du nouveau gouvernement Borne s'inscrit dans la continuité du précédent, **casseurs des droits sociaux et fabricants de misère**.

Aucune mesure annoncée pour **lutter contre l'inflation et la hausse des prix**

Aucune mesure annoncée pour **les chomeur-seuses**

Au contraire, le gouvernement tient à **repousser l'âge de la retraite**

**TRAVAILLER PLUS
PLUS LONGTEMPS
GAGNER MOINS**

"Travailler plus, plus longtemps et gagner moins" : c'est la ligne sociale de ce nouveau gouvernement.

Nous étions dans la rue en Janvier, en Mars, en Mai pour demander de meilleures salaires. Plusieurs mouvements de grèves ont été déclenchés les mois derniers dans plusieurs grandes entreprises du secteur : **Cap Gemini, Sopra Steria, Stormshield**, etc.

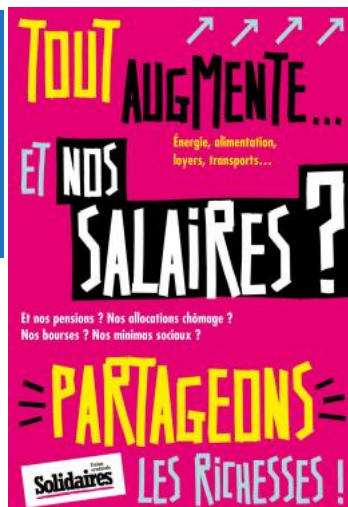
Il est urgent et nécessaire de briser dès maintenant la dynamique antisociale de ce quinquennat.

NOUS EXIGEONS :

- une augmentation immédiate de 400€ net pour tous les salaires ;
- une obligation d'augmentations collectives annuelles à hauteur de l'inflation;
- un SMIC à 1 700 euros net; une égalité salariale totale entre femmes et hommes;
- un écart de salaires de 1 à 5 (entre les plus bas et plus hauts salaires);



**Le 29 septembre, on débranche
les ordinateurs, les serveurs
et on prend la rue !**



Pour continuer à échanger ensemble, vous pouvez nous joindre sur :



www.sudgfi.fr



contact@sudgfi.fr

twitter



twitter.com/SolInfoNat



facebook.com/solidairesinformatique

DISCORD



discord.gg/k6XmCc3h6H

Le monde brûle, brûlons le capitalisme

Le monde brûle

Il n'est plus possible de se voiler la face. Notre société productiviste et consumériste engendre des bouleversements qui s'accroissent. Le modèle de croissance infinie est incompatible avec la pérennité de l'humanité !

Les conséquences de ce système capitaliste sont catastrophiques pour les humains (santé publique qui se dégrade, exploitation et précarisation accrue des salarié.es, exclusions...), pour la biodiversité et la biomasse, pour notre sécurité alimentaire... Et ce début d'été 2022 en est la triste confirmation : feux de forêts, inondations, ouragans, sécheresses, canicules, effondrement de glaciers, disparition de lacs. Des villes, des villages, voire des régions comme en Inde, sont peu ou prou rayés de la carte ou rendus inhabitables. Des écosystèmes sont détruits ou transformés à jamais.

LES CAPITALISTES N'ONT AUCUN INTÉRÊT À CE QUE ÇA CHANGE, ILS EN VIVENT ET EN PROFITENT.

Brûlons le capitalisme !

Les états/gouvernements n'ont aucune volonté d'agir pour limiter la hausse à 1,5°C comme le stipulait l'accord de Paris de 2015

Au contraire, ils continuent de soutenir le système capitaliste et sa course effrénée au profit au détriment de la planète et des

populations. Les exhibitions de Macron en géant vert sur la scène internationale ne masquent ni l'inaction de son gouvernement ni ses méthodes répressives contre les mouvements sociaux et écologiques.

Les multinationales sont les principales responsables.

Elles exploitent les travailleurs et les



travailleuses, elles pillent la planète en toute impunité avec le soutien voire l'inféodation des états. Ces derniers négocient des accords en faveur de ces multinationales qui n'hésitent pas, en retour, à les attaquer en justice via des tribunaux taillés sur mesure pour détruire la législation sociale et/ou environnementale du pays (conséquences des accords dit de libre échange, tels le Tafta, Ceta ou Mercosur...).

RENDRE NOS COMPORTEMENTS INDIVIDUELS ÉCOLOGIQUEMENT « VERTUEUX » NE SUFFIRA PAS À INVERSER LE COURS DES CHOSSES SI LES PRINCIPAUX RESPONSABLES DE LA POLLUTION NE SONT PAS STOPPÉS.

Les alternatives existent

Et elles ne passent pas par le nucléaire ! Outre les graves nuisances pour la vie, pollutions irréversibles et coûts exorbitants de cette énergie, la présente canicule démontre bien qu'elle n'est en rien une solution : parc vieillissant impliquant l'arrêt pour sécurité de plusieurs dizaines de réacteurs sans compter le refroidissement des autres qui nécessite d'importantes quantités d'eau de rivière qui justement font défaut ou qui sont réchauffées de plusieurs degrés !

Nous devons remettre en question les principes de la croissance, du productivisme, de l'extractivisme et de la mainmise de la finance. La sobriété est un chemin indispensable pour la survie de nos sociétés.

Imposons un autre avenir !

Toutes et tous ensemble nous pouvons changer ce système aberrant, qui est socialement injuste, écologiquement dramatique et climatiquement suicidaire.

Pour atteindre le système capitaliste qui impose croissance et satisfaction des actionnaires, il est nécessaire d'agir ensemble : syndicats, mouvements sociaux et climatiques, pour construire un rapport de force à la hauteur des enjeux. C'est ce que nous faisons par exemple avec PJC, l'alliance écologique et sociale qui regroupe syndicats et associations.

Cela passera par des actions fortes qui auront un impact sur les entreprises et l'économie

C'EST ENSEMBLE ET DE MANIÈRE COLLECTIVE QUE NOUS POUVONS CONSTRUIRE UNE SOCIÉTÉ PLUS JUSTE, PLUS SOLIDAIRE ET COMPATIBLE AVEC LE VIVANT ET ASSURER AINSI UN AVENIR VIABLE POUR NOS ENFANTS.

Convoi syndical pour l'ukraine, la solidarité syndicale a un nom !

Dès le début de la guerre en Ukraine, enclanchée par l'invasion russe le 24 février nous avons participé aux actions de solidarité et commencé à réfléchir à ce que nous pouvions faire comme organisation syndicale.

Grace à notre implication dans le travail international, nous avons eu rapidement des contacts sur place et décidé de préparer un convoi syndical de solidarité.

Deux initiatives de convois syndicaux ont eu lieu à ce jour. La première, organisée par le Réseau syndical international de solidarité et de luttes (RSISL) a permis d'envoyer une délégation et du matériel fin avril en Ukraine, initiative à laquelle Solidaires a participé au côté de la

CSP-Conlutas du Brésil, de OZZIP de Pologne, des ADL-Cobas d'Italie.

En parallèle, en France, nous avons initié avec la CGT et la FSU, une intersyndicale qui réunit aujourd'hui toutes les organisations pour préparer un convoi intersyndical. Dans ce cadre, une première action a été

menée à la fin du mois de juin pour laquelle une délégation à laquelle Solidaires a participé à amener deux véhicules Renault Trafic obtenus par les organisations syndicales de Renault, pour chacune des centrales syndicales d'Ukraine, la FPU et la KVPV.

Cette chronique⁽¹⁾ raconte ces deux premières initiatives. D'autres sont

programmées : à nouveau via le RSISL cet été et rapidement aussi par l'envoi de wagons obtenus grâce à SUD Rail et remplis de matériel par l'intersyndicale.

Les collectes ont permis de réunir des fonds pour la solidarité avec les syndicalistes qui se battent dans la défense civile et pour les réfugié-es à l'intérieur du pays. La guerre n'est pas finie, il est utile de continuer à marquer notre soutien aux syndicats qui se battent contre l'envahisseur et aussi contre les réformes du droit du travail de leur propre gouvernement. **La solidarité internationale, pour Solidaires, c'est bien cela !**

(1) Chronique à retrouver sur le site de Solidaires.

On peut verser sur le compte du Convoi syndical : virement sur le compte FR12 2004 1000 0127 9649 6A02 006 – PSSTFRPPPAR à La Banque postale, Centre financier Paris ; ou chèques à l'ordre de « Convoi syndical » à envoyer à Solidaires, 31 rue de la Grange aux belles, 75010 Paris.



Vous pouvez aujourd'hui compter sur les DS SUD Groupe Inetum, les RS des CSE, des élu.es pour vous défendre.

Guillaume YAPI (RS CSSCT Central)	06 16 73 50 10	Régis SCHAFFRAN (DS Nord)	06 52 06 49 98
Patrice SCHIFFLI (DS Est)	06 04 17 12 05	Franck AUGER (DS Ouest)	06 99 91 88 33
Vincent BRACCHETTI (DSC adj. France)	06 70 49 84 93	Christophe BAUDRY (DS Ouest)	06 88 60 75 20
Patrice BOUVET (DSC France)	06 09 59 74 87	Anne OURY (DS Ouest)	06 30 49 67 67
Laurent CALVET (DS IDF)	06 32 05 00 92	Yasmina DJERRAR (DS Progiciels)	06 67 22 12 06
Norbert FAISANT (DS IDF)	06 12 27 04 05	Paul BARRY (DS Progiciels)	07 72 07 09 83
François PELTIER (RS IDF)	06 62 49 26 81	Bogdan LASCULESCU (DS Progiciels)	06 51 09 87 25
Laure NETZ (DS Méditerranée)	06 09 34 78 20	Yann KERBIRIOU (DS Rhône-Alpes)	07 68 26 71 97
Olivier LEFRANCQ (DS Nord)	06 19 87 58 97	Patrick POUS (DS Rhône-Alpes)	06 95 87 88 31
Steven LOPES (RS Nord)	06 29 86 56 81	Jean-Philippe CALVEL (RS Sud-Ouest)	06 83 44 63 12
Guillaume MAHELLE (DS Nord)	07 77 39 30 46	Geneviève DELJOUGLA (DS Sud-Ouest)	06 60 63 70 98